



Assemblée générale

Distr. générale
8 août 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 69 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme,
y compris les divers moyens de mieux assurer
l'exercice effectif des droits de l'homme
et des libertés fondamentales

Moratoire sur l'application de la peine de mort

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Soumis à l'Assemblée générale en application de sa résolution 67/176, le présent rapport rend compte des tendances en matière d'abolition de la peine de mort et de mise en place de moratoires sur les exécutions, de l'application des normes internationales relatives à la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort et des diverses initiatives prises aux niveaux international et régional pour donner effet à ladite résolution.

* A/69/150.



I. Introduction

1. Dans sa résolution 67/176, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-neuvième session, un rapport sur l'application de moratoires sur la peine de mort. Le 18 mars 2014, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a, en réponse à cette demande et au nom du Secrétaire général, adressé une note verbale à tous les États Membres et observateurs pour leur demander des informations à ce sujet. Des contributions ont également été reçues des services du Secrétariat, d'organisations internationales et régionales, d'organes intergouvernementaux, d'organes et organismes du système des Nations Unies, d'institutions nationales de défense des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales¹.

2. Dans le présent rapport, le Secrétaire général appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les rapports sur la question de la peine de mort (A/HRC/24/18 et A/HRC/27/23 et Corr.1) qu'il a récemment présentés au Conseil des droits de l'homme. Il appelle également son attention sur le rapport que la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (A/HRC/27/26) a présenté en application de la décision 22/117 du Conseil sur la réunion-débat de haut niveau sur la question de la peine de mort qui s'est tenue au Conseil des droits de l'homme le 5 mars 2014².

3. Le présent rapport porte sur la période allant de janvier 2013 à juin 2014. La première partie fait le point sur l'application de la peine de mort dans le monde, en particulier la mise en place de moratoires et les progrès accomplis sur la voie de l'abolition universelle. La deuxième porte sur l'application de la réglementation internationale relative à la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort. La troisième passe en revue les initiatives nationales, régionales et internationales de promotion de l'abolition universelle de la peine de mort.

II. Données sur l'application de la peine de mort

4. Dans sa résolution 67/176, l'Assemblée générale a engagé tous les États à « communiquer des informations pertinentes concernant l'application de la peine de mort, notamment le nombre de personnes condamnées à mort, le nombre de détenus en attente d'exécution et le nombre de personnes exécutées, qui peuvent contribuer à d'éventuels débats nationaux et internationaux éclairés et transparents, notamment concernant les obligations des États en matière d'application de la peine de mort ».

5. Comme le Secrétaire général l'a fait remarquer dans ses récents rapports au Conseil des droits de l'homme, il est difficile d'obtenir des chiffres à jour et exacts sur l'application de la peine de mort dans le monde. Certains gouvernements hésitent à donner des précisions sur les personnes exécutées et sur le nombre d'exécutions. Certains États continuent de classer secret d'État les données sur l'application de la peine de mort et font de leur divulgation une infraction pénale.

¹ Les contributions originales sont conservées au Secrétariat, où elles peuvent être consultées.

² Voir également l'annexe à la note verbale A/67/841, dans laquelle 47 États Membres ont fait part de leur objection à l'imposition d'un moratoire sur l'application de la peine de mort ou à l'abolition de cette dernière.

Dans les pays touchés par un conflit, ce problème s'aggrave et il se peut que les informations sur les exécutions soient impossibles à obtenir.

6. Au cours de la période considérée, les organes conventionnels des droits de l'homme ont continué d'inviter les États parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'accessibilité aux informations sur la peine de mort. Ainsi, le Comité contre la torture s'est notamment vivement inquiété de l'inutile secret et de l'incertitude qui entouraient les exécutions au Japon (CAT/C/JPN/CO/2, par. 15). Il a également fait remarquer que le refus d'aviser à l'avance les condamnés et les membres de leur famille de la date et de l'heure de l'exécution constituait une violation manifeste des droits de l'homme. Plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme ont exhorté les États, y compris le Bélarus³ et l'Iraq⁴, à s'abstenir de procéder à des exécutions secrètes.

III. Évolution de la situation depuis l'adoption de la résolution 67/176

7. Environ 160 États sur les 193 États Membres que compte l'Organisation des Nations Unies ont aboli la peine de mort ou instauré un moratoire de fait ou en droit.

8. Depuis l'adoption de la résolution 67/176 de l'Assemblée générale, en décembre 2013, plusieurs États ont pris des mesures en faveur de l'abolition de la peine de mort. Le Bénin a abrogé la peine de mort dans son code de procédure pénale; la Guinée équatoriale a mis en place un moratoire temporaire; le Pakistan a rétabli son moratoire; le Nigéria a confirmé la prorogation de son moratoire au niveau fédéral; et le Président des Émirats arabes unis a ordonné la suspension générale des exécutions. Aux États-Unis, le Maryland a été le dix-huitième État à abolir la peine de mort et l'État de Washington a mis en place un moratoire sur la peine de mort.

9. Au cours de la période considérée, plusieurs mesures restreignant le recours à la peine de mort ont été prises. Par exemple, Antigua-et-Barbuda a révisé sa loi sur les atteintes aux personnes pour supprimer l'automatisme de la peine de mort dans les affaires de meurtre⁵. Le Bangladesh a aboli la peine de mort pour les enfants par la loi de 2013 sur l'enfance⁶. La Chine a modifié son code de procédure pénale à l'effet d'imposer l'enregistrement vidéo ou audio de tous les interrogatoires des personnes passibles de la peine de mort ou de la réclusion à perpétuité, et donné pouvoir au Tribunal populaire suprême de revoir toutes les affaires où des condamnations à mort ont été prononcées. Son plan d'action en matière de droits de l'homme pour 2012-2015 prévoit des mesures de nature à renforcer les garde-fous dans toutes les affaires capitales. La Thaïlande a indiqué que son Ministère de la

³ Communiqué de presse du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, « Halt further executions – UN expert calls on Belarus for an immediate death sentence moratorium », disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12395&LangID=E.

⁴ Ibid., « UN expert calls for immediate halt to executions and surrounding secrecy in Iraq », disponible à l'adresse suivante : www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12395&LangID=E.

⁵ Voir <http://laws.gov.ag/acts/2013/a2013-4.pdf>.

⁶ L'article 52 de la loi n° 24 de 2013 dispose que « nonobstant toute disposition contraire dans une autre loi, nul enfant ne saurait être condamné à la peine capitale, à l'extradition ou à l'emprisonnement ».

justice envisageait la possibilité d'abolir la peine de mort. Sri Lanka constitué une commission spéciale chargée de réviser le Code pénal, de formuler des recommandations sur l'application de la peine de mort et d'examiner la possibilité de commuer les peines de mort en réclusion à perpétuité. La Côte d'Ivoire a également constitué une commission chargée de réviser le Code pénal et le Code de procédure pénale dans l'optique d'abolir la peine de mort.

10. Dans certains États, les autorités judiciaires ont restreint encore un peu plus les conditions d'application de la peine de mort en édictant des directives judiciaires pour les affaires capitales. Par exemple, la Cour suprême ougandaise a publié des directives sur les peines à l'intention des Courts of Judicature, qui disposent notamment que les tribunaux ne peuvent prononcer la peine de mort que dans des circonstances exceptionnelles et dans les cas les plus rares où la réclusion à perpétuité ou autre peine privative de liberté n'est manifestement pas adaptée. La Cour suprême indienne a adopté des directives sur la grâce et le traitement des condamnés à mort⁷.

11. Lors des débats et dialogues interactifs au Conseil des droits de l'homme, en particulier durant l'examen périodique universel, on a fait remarquer que la tendance était à l'abolition progressive de la peine de mort. À la quinzième session de l'examen périodique universel, qui s'est tenue du 21 janvier au 1^{er} février 2013, le Botswana a souligné qu'il comptait abolir l'automatisme de la peine de mort et mènerait des campagnes de sensibilisation sur les questions relatives à la peine de mort (voir A/HRC/23/7 et Corr.1, par. 92). La Barbade a exprimé son adhésion aux recommandations relatives, entre autres, à l'abolition de la peine de mort pour les actes de meurtre et de trahison et à la promotion de débats publics sur la peine de mort (A/HRC/23/11/Add.1, par. 18). Les Tonga ont fait savoir qu'elles avaient institué un moratoire de fait en 1982 et que leur politique était de n'autoriser la peine de mort qu'en cas de meurtre, et ce, dans les cas les plus rares (A/HRC/23/4, par. 32, et A/HRC/23/4/Add.1, par. 14).

12. Les Bahamas ont déclaré que le Conseil privé avait statué, en 2006, qu'il n'y avait pas d'automatisme de la peine de mort en droit bahamien et décidé, en 2012, que cette peine devait uniquement être prononcée lorsque le crime commis était considéré comme extrêmement grave (A/HRC/23/8, par. 20). Les Émirats arabes unis ont accepté les recommandations relatives au respect de normes minimales des droits de l'homme dans l'application de la peine de mort et à la réduction du nombre d'infractions pour lesquelles la peine de mort pouvait être prononcée [A/HRC/23/13/Add.1, par. 5 a)]. Le Mali a accepté les recommandations relatives à la mise en place d'un moratoire et à l'adoption de mesures allant dans le sens d'une abolition pure et simple de la peine de mort (A/HRC/23/6, par. 111.17 et 111.18).

13. À la seizième session de l'examen périodique universel, qui a eu lieu du 22 avril au 3 mai 2013, le Burkina Faso a confirmé qu'il avait prorogé le moratoire sur la peine de mort et accepté la recommandation relative à l'interdiction de l'application de la peine de mort à des mineurs (A/HRC/24/4, par. 35 et 135.11). Le Cameroun a indiqué qu'il n'avait procédé qu'à une seule exécution depuis 1982 et qu'il abolirait un jour la peine de mort, mais qu'il lui fallait tenir compte de l'opinion publique (A/HRC/24/15, par. 58). La Fédération de Russie a confirmé que

⁷ Inde, *Shatrughan Chauhan and Anr v. Union of India and others*, Writ Petition (criminal) n° 55 de 2013, du 21 janvier 2014.

l'imposition et l'application de la peine de mort faisaient l'objet d'une interdiction légale depuis plus de 15 ans et qu'elle avait également prorogé le moratoire sur la peine de mort (A/HRC/24/14, par. 33, 67 et 119). Le Bangladesh a déclaré que la peine de mort était restreinte aux crimes les plus odieux et ne pouvait être prononcée à l'égard d'enfants de moins de 18 ans (A/HRC/24/12, par. 62). Cuba a indiqué qu'elle avait imposé un moratoire de fait sur la peine de mort (A/HRC/24/16, par. 60). La Chine a indiqué que, bien qu'elle ait maintenu la peine de mort, elle était déterminée à veiller strictement à en réduire l'application. En outre, elle a accepté les recommandations l'encourageant à continuer de respecter scrupuleusement les règles de la preuve dans les affaires capitales et à adopter des normes plus rigoureuses en la matière (A/HRC/25/5, par. 84 et 186.110).

14. À la dix-septième session de l'examen périodique universel, qui s'est tenue du 21 octobre au 1^{er} novembre 2013, la République centrafricaine a indiqué qu'elle avait institué un moratoire sur la peine de mort et rédigé un projet de loi visant à abolir la peine de mort (A/HRC/25/11, par. 14, 35 et 63). La Malaisie a indiqué que le Bureau de l'Attorney general avait entrepris des recherches approfondies concernant la peine de mort et qu'elles seraient menées à bien d'ici à la fin de 2014 (A/HRC/25/10, par. 67). Les Comores ont déclaré que la peine de mort ne figurait plus dans leur Code pénal et qu'il n'y avait plus eu d'exécution depuis 2009 (A/HRC/26/11, par. 10). Le Yémen a indiqué qu'il n'imposait la peine de mort que pour les crimes les plus graves et qu'il avait accepté la recommandation l'encourageant à réviser sa législation sur la peine de mort de manière à la mettre pleinement en conformité avec les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en particulier celles relatives à l'interdiction de condamner à mort des mineurs. Il a également accepté la recommandation visant à mettre un terme par la loi à la mort par lapidation et réduire le nombre de crimes passibles de la peine capitale (A/HRC/26/8, par. 115.54 et 115.55).

15. À la dix-huitième session de l'examen périodique universel, qui s'est tenue du 27 janvier au 7 février 2014, le Viet Nam a indiqué que les infractions passibles de la peine de mort avaient fortement diminué depuis 2009 et qu'il s'emploierait à réduire encore le nombre d'infractions passibles de cette peine (A/HRC/26/6, par. 59). Il a accepté la recommandation tendant à ce qu'il poursuive les réformes aux fins de l'abolition de la peine capitale (A/HRC/26/6, par. 143.5 et 143.95).

16. À la dix-neuvième session de l'examen périodique universel, qui s'est tenue du 28 avril au 9 mai 2014, la Dominique a confirmé qu'elle avait de sa propre initiative décidé d'un moratoire sur l'application de la peine de mort en 1986. Toutefois, l'opinion était favorable à la réintroduction de la peine de mort pour meurtre (A/HRC/27/9, par. 15). La Guinée équatoriale a indiqué qu'elle était déterminée à respecter le moratoire en place et à garantir la commutation de peines de mort (A/HRC/15/4/Add.1, par. 24).

IV. Ratification des instruments internationaux et régionaux pertinents

A. Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques

17. Dans la déclaration qu'il a faite lors de la réunion-débat de haut niveau sur la question de la peine de mort, qui s'est tenue à la vingt-cinquième session du Conseil des droits de l'homme, le 5 mars 2014, le Secrétaire général a engagé les États qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a dit nourrir l'espoir sincère qu'un grand nombre de ratifications auraient lieu dans le courant de 2014 pour marquer le vingt-cinquième anniversaire du Protocole facultatif (voir A/HRC/27/26, par. 6).

18. Dans une déclaration faite en juin 2014, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a exposé les raisons pour lesquelles il convenait d'œuvrer à la ratification universelle du deuxième Protocole facultatif⁸. Premièrement, l'adoption du Protocole signifiait que les États parties s'obligeaient à prendre toutes les mesures voulues pour abolir la peine de mort sur leur territoire. Deuxièmement, la ratification du Protocole empêchait tout retour en arrière car les États parties étaient tenus d'abolir irrévocablement la peine de mort, celle-ci ne pouvant être rétablie quelle que soit l'évolution de la situation politique ou le gouvernement en place. Troisièmement, l'adoption du Protocole entraînait des conséquences à l'international car elle ouvrait la voie à une supervision indépendante et internationale visant à s'assurer que les pays abolitionnistes s'acquittaient de leurs obligations. En outre, le deuxième Protocole facultatif était un moyen pour les États de faire sanctionner leur position abolitionniste par le droit international. Une ratification massive du deuxième Protocole facultatif permettrait de générer la « masse critique » et la dynamique nécessaires pour aboutir à terme à une mise hors-la-loi de la peine de mort en droit international.

19. À la fin juillet 2014, 81 États avaient ratifié le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. Au cours de la période considérée, la Bolivie (État plurinational de), le Gabon, la Guinée-Bissau, El Salvador, la Lettonie et la Pologne ont adhéré au Protocole, et l'Angola l'a signé⁹.

20. Les États ont continué d'utiliser l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme pour promouvoir la ratification du deuxième Protocole facultatif. Au cours de la période considérée, plusieurs États, dont le Burkina Faso (A/HRC/24/4, par. 11), la République centrafricaine (A/HRC/25/11, par. 104.2 à 104.11), le Congo (A/HRC/25/16, par. 111.9 à 111.18), le Cambodge (A/HRC/26/16, par. 118.1 et 118.2), les Comores (A/HRC/26/11, par. 110.1 à 110.10), la Côte d'Ivoire (A/HRC/27/6, par. 127.8 et 127.9) et la Guinée équatoriale

⁸ Déclaration faite par le Haut-Commissaire adjoint lors d'une manifestation parallèle à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du deuxième Protocole facultatif, tenue le 12 juin 2014, qui a été organisée par la Commission internationale contre la peine de mort, en coopération avec un groupe d'États et la Coalition mondiale contre la peine de mort.

⁹ La liste complète des ratifications est disponible à l'adresse suivante : <https://treaties.un.org/Home.aspx?lang=fr>.

(A/HRC/27/13, par. 134.48) ont accepté les recommandations les encourageant à adhérer au deuxième Protocole facultatif, ou à le ratifier.

21. Le Comité des droits de l'homme a également continué à jouer un rôle important s'agissant d'encourager les États à ratifier et mettre en œuvre le deuxième Protocole facultatif. Par exemple, lors de l'examen du rapport initial de la Sierra Leone, le Comité a recommandé à celle-ci d'accélérer ses efforts en faveur de l'abolition de la peine de mort et de la ratification du deuxième Protocole facultatif (CCPR/C/SLE/CO/1, par. 18).

B. Instruments régionaux

22. En ce qui concerne les instruments régionaux, au cours de la période considérée, la Pologne a ratifié le Protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a mis au point un projet de protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif à l'abolition de la peine de mort. Le projet de protocole devrait être soumis à l'adoption de l'Union africaine à la fin de 2014.

V. La protection des droits des personnes passibles de la peine de mort

23. L'Algérie, le Bahreïn, l'Égypte, l'Iraq, le Koweït, la Libye, le Qatar, le Soudan, la République arabe syrienne et Trinité-et-Tobago ont fourni des informations concernant les garanties et garde-fous juridiques prévus dans leur pays pour les affaires capitales. Ces garanties et garde-fous comprennent notamment le droit à un procès public, le droit à l'assistance d'un avocat ou d'un conseil, au besoin pris en charge par l'État, le respect du principe de la présomption d'innocence, le droit de faire appel, le droit d'être à l'abri de la torture et l'interdiction d'infliger la peine de mort aux mineurs, aux femmes enceintes ou aux personnes souffrant de troubles mentaux ou de déficience intellectuelle¹⁰.

24. Les récents rapports annuels du Secrétaire général au Conseil des droits de l'homme relatifs à l'application de la peine de mort (A/HRC/18/20 et A/HRC/21/29) permettent de se faire une idée des tendances en matière de protection des droits des personnes passibles de la peine de mort. Quelques-unes des principales tendances sont décrites ci-après.

A. Limitation de l'application de la peine de mort aux « crimes les plus graves »

25. Aux termes de l'article 6, paragraphe 2, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, celle-ci ne peut être prononcée que pour les « crimes les plus graves ». D'après le droit international des droits de l'homme, cette expression doit se comprendre comme le

¹⁰ Les contributions sont conservées au Secrétariat, où elles peuvent être consultées.

fait que la peine de mort ne peut être imposée que pour les meurtres ou les crimes intentionnels (voir E/2010/10, par. 56 à 68).

26. Dans son récent rapport au Conseil des droits de l'homme, le Secrétaire général a signalé qu'il y avait actuellement 32 États ou territoires où les infractions liées aux drogues étaient passibles de la peine de mort (A/HRC/21/29, par. 25). Au cours de la période considérée, des centaines de personnes auraient été exécutées pour des infractions liées à la drogue, en particulier en République islamique d'Iran (A/HRC/25/61, par. 84 à 87). Le Secrétaire général a indiqué que les organes conventionnels des droits de l'homme étaient restés saisis de la question de l'application de la peine de mort pour les infractions liées aux drogues. Par exemple, le Comité des droits de l'homme avait recommandé à l'Indonésie de réviser sa législation pour que ce type d'infractions ne soit pas passible de la peine de mort (CCPR/C/IDN/CO/1, par. 10). Dans une note verbale de mars 2014, l'Organe international de contrôle des stupéfiants a encouragé les États qui continuaient d'imposer la peine de mort pour des infractions liées à la drogue d'abolir cette peine.

27. L'application de la peine de mort pour les infractions à caractère terroriste, catégorie particulièrement vaste et vague, restait très préoccupante, surtout lorsque ces actes ne remplissaient pas les critères pour être qualifiés de « crimes les plus graves », et pouvait être contraire à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En outre, plusieurs États ont continué d'imposer et d'appliquer la peine de mort en rapport avec des actes sexuels avérés ou supposés entre personnes consentants, comme l'« adultère », la « sodomie » et des « actes homosexuels entre adultes consentants » (A/HRC/21/29, par. 58). Le Comité des droits de l'homme s'est inquiété qu'en Mauritanie l'homosexualité soit passible de la peine de mort, en violation flagrante des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et lui a recommandé de dépénaliser l'homosexualité (CCPR/C/MRT/CO/1, par. 8). Durant l'examen du deuxième rapport périodique de la République islamique d'Iran, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a noté avec inquiétude que les relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe étaient incriminées et que les personnes reconnues coupables risquaient même la peine de mort. Il lui a recommandé d'abroger ou de modifier tout texte législatif qui pouvait entraîner une discrimination, des poursuites et des peines à l'encontre de personnes du fait de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre (E/C.12/IRN/CO/2, par. 7).

28. Dans certains pays, le fait de renoncer à l'islam ou de se convertir est un crime d'apostasie passible de la peine capitale. Il arrive également que la peine de mort soit étendue au blasphème. D'après le droit international des droits de l'homme, aucun de ces crimes ne correspond à la définition des « crimes les plus graves » (CCPR/C/79/Add.85, par. 8). En mai 2014, un groupe de spécialistes des droits de l'homme des Nations Unies a fait part de sa préoccupation après qu'au Soudan une femme enceinte eut été condamnée à mort et à 100 coups de fouet pour s'être mariée avec un chrétien et pour apostasie. Ils ont notamment déclaré que, d'après le droit international, la peine de mort ne pouvait être prononcée que pour les crimes les plus graves, si tant est qu'elle doive l'être, et que choisir sa religion ou en changer

n'était en aucun cas un crime et constituait même un droit fondamental de la personne humaine¹¹.

B. Garanties d'un procès équitable

29. Conformément à l'Observation générale n° 32 du Comité des droits de l'homme sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, l'imposition de la peine de mort à l'issue d'un procès au cours duquel les dispositions de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques n'ont pas été respectées constitue une violation du droit à la vie. Par ailleurs, le fait de contraindre quelqu'un par la force à faire ou signer des aveux de culpabilité est contraire à l'article 7 (Interdiction de la torture et des traitements inhumains, cruels ou dégradants) et du paragraphe 3 g) de l'article 14 (interdiction de contraindre autrui à témoigner contre soi-même ou à s'avouer coupable) du Pacte (CCPR/C/GC/32, par. 59 et 60).

30. Dans ses rapports au Conseil des droits de l'homme, le Secrétaire général a indiqué qu'il était arrivé, dans certains États où des personnes avaient été condamnées à la peine capitale ou exécutées, que la peine de mort soit imposée à l'issue de procédures où les garanties internationales du procès équitable n'étaient pas toujours respectées. Il est arrivé souvent que les peines soient prononcées sur la base d'aveux qui auraient été obtenus sous la torture ou autres mauvais traitements. Au cours de la période considérée, on a assisté à l'apparition d'un nouveau phénomène particulièrement préoccupant pour le respect des garanties internationales du procès équitable et autres garde-fous qui est la condamnation de grands groupes de personnes lors de procès collectifs. En particulier, ces procès ont été entachés d'irrégularités procédurales, notamment l'impossibilité de disposer en temps voulu de l'assistance nécessaire d'un avocat et des cas de jugement par contumace. En outre, le Secrétaire général a indiqué que le défendeur ne connaissait pas exactement les charges pesant sur lui car il arrivait souvent qu'il n'en soit pas donné lecture à l'audience. Le principe de la présomption d'innocence n'était pas non plus respecté par les juridictions. Conformément à l'observation générale n° 32 du Comité des droits de l'homme, du fait de la présomption d'innocence, qui est indispensable à la protection des droits de l'homme, la charge de la preuve incombe à l'accusation, nul ne peut être présumé coupable tant que l'accusation n'a pas été établie au-delà de tout doute raisonnable, l'accusé a le bénéfice du doute et les personnes accusées d'avoir commis une infraction pénale ont le droit d'être traitées selon ce principe (A/HRC/27/23 et Corr. 1, par. 43 à 53).

C. Clémence, grâce ou commutation de peine

31. La grâce ou la commutation de peine sont des mesures qui vont dans le bon sens pour ce qui est de l'abolition de la peine de mort. L'article 6, paragraphe 4, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose que tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine. Au cours de la

¹¹ Communiqué de presse du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, « UN rights experts condemn death sentence against pregnant mother for apostasy and adultery », disponible à l'adresse suivante: www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=14618&LangID=E.

période de référence, des grâces ou commutations de peine collectives ont été recensées dans un certain nombre d'États. En janvier 2013, le Mali a indiqué que les peines de mort étaient systématiquement commuées en réclusion à perpétuité (voir A/HRC/23/6, par. 15). En mai 2013, le Président de la Zambie a, en vertu de l'article 51 de la Constitution du pays, commué 113 condamnations à mort en réclusion à perpétuité¹². Par le décret de grâce n° 1/2014 du 2 janvier 2014, le Président du Myanmar a commué toutes les condamnations à mort en réclusion à perpétuité. En février 2014, le Président du Cameroun a commué les peines de mort en réclusion à perpétuité. Aux États-Unis, l'État de l'Alabama a adopté une loi en avril 2013 autorisant l'Autorité des grâces et libérations conditionnelles à accorder des grâces à titre posthume dans les affaires d'injustice sociale ou raciale.

32. Dans plusieurs pays, les autorités judiciaires ont également pris l'initiative de commuer les peines de mort en peines moins sévères. Ainsi, la Cour suprême indienne a pris depuis janvier 2014 une série de décisions commuant des peines de mort au motif que les retards pris dans le traitement des demandes de grâce occasionnaient une torture psychologique susceptible de conduire à des troubles mentaux¹³. Elle a également jugé que la pauvreté, les conditions socioéconomiques, les pulsions mentales et les revers de fortune injustes constituaient de nouvelles circonstances atténuantes dont les tribunaux devaient tenir compte au moment de commuer une peine de mort en réclusion à perpétuité¹⁴. En 2013, les tribunaux ougandais ont tenu des audiences extraordinaires d'atténuation des peines pour les personnes ayant bénéficié de l'arrêt historique de 2005 *Kigula and 416 Others v. Attorney General of Uganda*. Dans cet arrêt, la Cour constitutionnelle avait statué que l'automatisme de la peine de mort était inconstitutionnelle en ce qu'elle interdisait aux tribunaux de tenir compte des circonstances atténuantes applicables à chaque affaire. En 2009, la Cour suprême avait confirmé la décision de la Cour constitutionnelle et affirmé que l'automatisme de la peine de mort et les séjours prolongés des condamnés dans les couloirs de la mort étaient contraires à la Constitution. Elle avait par conséquent estimé que les condamnés à mort dont elle n'avait pas confirmé la sentence devaient être rejugés par la Haute Cour. À la fin décembre 2013, les audiences d'atténuation des peines avaient abouti à la libération de 22 personnes et à des commutations de peine pour environ 300 condamnés à mort.

33. À la suite de l'adoption de la loi de 2012 portant révision du Code pénal et de la loi de 1995 portant révision de la loi sur la toxicomanie qui avaient autorisé les tribunaux à tenir compte des circonstances de l'espèce pour écarter la peine de mort, la Haute Cour de Singapour a entrepris en 2013 le réexamen des dossiers de 32 détenus qui avaient été automatiquement condamnés à mort pour des infractions liées aux drogues et pour meurtre. Plusieurs condamnations à mort ont été commuées en réclusion à perpétuité et autres peines moins sévères.

34. Les autorités iraniennes ont indiqué que par le versement du « prix du sang », 358 Iraniens avaient échappé aux exécutions entre mars 2013 et mars 2014. D'après

¹² Voir www.handsoffcain.info/archivio_news/201305.php?iddocumento=17305542&mover=0.

¹³ Inde, *Shatrughan Chauhan and Anr. v. Union of India and others*, Writ Petition (Criminal) n° 55 de 2013 (arrêt du 21 janvier 2014); *Shriharan and Suthendraraja and Perarivalan v. Union of India and Others*, Cour suprême indienne, 18 février 2014; *Devender Pal Singh Bhullar v. State (NCT) of Delhi* (2013) 6 SCC 195).

¹⁴ Inde, *Sunil Damodar Gaikwad v. State of Maharashtra*, Criminal Appeals n° 165-166 de 2011.

la règle de la *diya* (restitution) du droit islamique (charia) la famille de la victime peut soit pardonner l'accusé et renoncer à l'imposition de sanctions, ou demander un dédommagement (*diya*) pour l'infraction commise. Des formes de pardon similaires existent en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, au Koweït et au Pakistan.

D. Interdiction de l'extradition, de l'expulsion ou de l'éloignement dans les affaires capitales

35. D'après le droit international des droits de l'homme, on ne peut extraditer, expulser ou déporter une personne vers un pays où existe une menace avérée de violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Au cours de la période considérée, la question de l'interdiction de l'extradition, de l'expulsion ou de l'éloignement de personnes vers un pays tiers où elles encourent la peine de mort a été examinée dans des enceintes internationales, nationales et régionales. Ainsi, le Comité des droits de l'homme a salué le fait que les autorités judiciaires de Macao (Chine) aient bloqué le transfert d'une personne vers la Chine continentale. Toutefois, il s'est dit préoccupé par le fait que, malgré la recommandation qu'il avait précédemment formulée à cet effet (CCPR/C/79/Add.115, par. 14), Macao (Chine) n'ait pas adopté de réglementation spécifique régissant le transfert d'auteurs d'infractions vers la Chine continentale en vue de les protéger contre le risque d'être condamnés à la peine de mort ou soumis à de mauvais traitements à leur retour (CCPR/C/CHN-MAC/CO/1, par. 11).

36. Les nouvelles orientations de l'Union européenne concernant la peine de mort, adoptées en avril 2013, ont réaffirmé que, conformément à l'article 19, paragraphe 2, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un État où il existe un risque sérieux qu'il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou autres peines ou traitements inhumains ou dégradants. En avril 2013, les Gouvernements britannique et marocain ont signé un traité d'extradition qui prévoit notamment que l'État requis peut refuser l'extradition, à moins que l'État requérant lui donne des assurances suffisantes que la peine de mort ne sera pas prononcée¹⁵.

37. En décembre 2013, la Cour européenne des droits de l'homme a tenu des audiences publiques dans les affaires *Al-Nashiri c. Pologne* (requête n° 28761/11) et *Hussein (Abu Zubaydah) c. Pologne* (requête n° 7511/13). Les deux requérants ont estimé avoir fait l'objet de « transferts arbitraires » par la Central Intelligence Agency des États-Unis pour avoir été appréhendés et transférés par des procédés extrajudiciaires, au vu et au su des autorités polonaises, vers un centre de détention polonais secret pour y être interrogés par une commission militaire américaine, alors qu'il existait un risque réel qu'ils soient condamnés à mort dans le cadre d'un procès devant une telle commission.

38. En Afrique du Sud, la Cour constitutionnelle a décidé que le Gouvernement n'avait pas le droit d'expulser ou d'extraditer une personne passible de la peine de mort vers un pays demandant son extradition si ce pays avait refusé de lui remettre

¹⁵ Voir www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/226638/8682.pdf.

une assurance écrite que la peine de mort ne serait pas imposée ou, si elle est imposée, qu'elle ne serait pas exécutée¹⁶.

E. Méthodes d'exécution

39. Les méthodes d'exécution varient selon les États ou régions qui appliquent la peine de mort. Au cours de la période considérée dans le rapport, les méthodes d'exécution suivantes ont été employées : décapitation (Arabie saoudite), électrocution (États-Unis), pendaison [Afghanistan, Bangladesh, Botswana, Inde, Iran, Iraq, Japon, Koweït, Malaisie, Nigéria, Soudan, Soudan du Sud et État de Palestine (Gaza)], injection d'un produit mortel (Chine, Viet Nam et États-Unis) et peloton d'exécution (Arabie saoudite, Chine, Indonésie, Province chinoise de Taiwan, République populaire démocratique de Corée, Somalie et Yémen).

40. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les méthodes d'exécution prévues par la loi ont été modifiées pour inclure, outre la pendaison, l'injection d'un produit mortel, le peloton d'exécution, l'électrocution et l'asphyxie. Au Viet Nam, une version révisée de la loi sur l'application des peines est entrée en vigueur le 27 juin 2013, autorisant l'utilisation de produits autres que ceux de l'Union européenne ou de produits fabriqués sur place pour les exécutions par injection. Depuis l'adoption de cette loi, les exécutions ont repris et plusieurs condamnés auraient été exécutés par injection en août 2013.

41. Par suite d'une pénurie des produits normalement utilisés dans les protocoles d'injection et des différentes restrictions imposées par certains États, l'Union européenne, et l'industrie pharmaceutique, plusieurs États américains, comme l'Arkansas, la Californie, la Floride, la Louisiane, le Montana, la Caroline du Nord et l'Ohio, ont modifié leur procédure d'exécution pour autoriser les protocoles à un seul produit et l'utilisation de nouveaux produits chimiques. La recherche de nouvelles méthodes d'exécution par injection aux États-Unis a ainsi abouti à ce que : a) certains États adoptent de nouveaux protocoles d'exécutions expérimentaux à partir de produits qui n'ont jamais été testés; b) et d'autres se tournent vers les préparations magistrales. Pour autant, quelle que soit la méthode, l'utilisation de produits non testés multiplie incontestablement les risques que les exécutions aboutissent à des peines cruelles et inusitées.

42. En juillet 2013, une exécution a été suspendue en Géorgie (États-Unis) quelques heures avant l'heure prévue en raison du caractère supposément inconstitutionnel d'une loi de l'État relative au secret de l'injection létale¹⁷ qui érige en « secret d'État », partant soustrait à toute divulgation au grand public, aux médias ou aux autorités judiciaires, l'identité des sociétés et personnes qui fabriquent et fournissent les produits ainsi que celles des médecins engagés par l'État pour superviser les exécutions.

43. Dans ses observations finales concernant le rapport périodique des États-Unis, le Comité des droits de l'homme a noté avec inquiétude que, selon certaines sources, des États exécutaient les condamnés avec des substances létales qui

¹⁶ *Minister of Home Affairs and Others v. Tsebe and Others; Minister of Justice and Constitutional Development and Another v. Tsebe and Others*; affaires CCT 110/11 et CCT 126/11. [2012] ZACC 16; arrêt de juillet 2012.

¹⁷ Loi n° 122, adoptée par la Chambre des députés de Géorgie en mars 2013.

n'avaient pas été testées et refusaient de communiquer des informations sur les produits utilisés, et recommandé aux États-Unis de veiller à ce que les substances létales utilisées pour les exécutions proviennent uniquement de sources autorisées et réglementées et qu'elles soient validées par la Food and Drug Administration des États-Unis (CCPR/C/USA/CO/4).

44. En mai 2014, à la suite de l'exécution d'un condamné à mort en Oklahoma (États-Unis), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a fait part de ses inquiétudes quant aux souffrances endurées par les condamnés lors de leur exécution, estimant qu'elles constituaient des traitements cruels, inhumains et dégradants contraires au droit international des droits de l'homme¹⁸. Le Gouverneur de l'État a en conséquence suspendu les exécutions et le Ministère américain de la justice a, sur instruction du Président des États-Unis, ouvert une enquête sur les protocoles d'exécution des États et les problématiques qui s'y rapportent.

45. Au cours de la période considérée, la lapidation a continué de figurer au nombre des méthodes d'exécution légales dans plusieurs États et les tribunaux ont effectivement prononcé de telles peines, même s'il ne semble pas qu'elles aient véritablement été mises à exécution. Cette peine a essentiellement été infligée aux personnes condamnées pour « adultère » (*zina*) et pour « actes homosexuels », actes qui ne sauraient être qualifiés de « crimes les plus graves ». L'exécution par lapidation enfonce le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que les normes interdisant la torture et les traitements inhumains. Lors de l'examen du cinquième rapport périodique du Yémen, le Comité des droits de l'homme a recommandé au pays d'abolir officiellement la méthode d'exécution par lapidation (voir CCPR/CO/84/YEM, par. 15).

F. Interdiction d'infliger la peine de mort à des enfants, des personnes ayant des déficiences intellectuelles ou mentales ou d'autres groupes vulnérables

46. Dans son récent rapport au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/27/23 et Corr.1, par. 58 à 61), le Secrétaire général a signalé qu'il était légal dans 15 États de condamner des enfants à mort. Au cours de la période considérée, plusieurs États ont, en violation de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de l'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant, procédé à l'exécution de personnes condamnées pour des crimes qu'elles avaient commis avant 18 ans.

47. Les normes internationales en matière de droits de l'homme disposent que la peine de mort ne doit pas être appliquée à des personnes atteintes d'une quelconque forme de déficience mentale ou intellectuelle (voir E/2010/10). Les autorités judiciaires de l'Inde, du Japon et des États-Unis ont rendu des décisions interdisant de condamner à mort les personnes atteintes d'une quelconque forme de déficience mentale ou intellectuelle (voir A/HRC/27/23 et Corr.1, par. 62 à 64). Le Qatar a indiqué que son code pénal faisait de la déficience mentale partielle une circonstance atténuante, exonérait de toute responsabilité pénale les personnes souffrant d'une déficience mentale totale et interdisait de condamner à mort toute

¹⁸ www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=47706.

personne souffrant de telles déficiences, précisant que les autorités du pays étaient même dans l'obligation de leur fournir une aide médicale.

VI. Initiatives internationales, régionales et nationales visant à mettre en œuvre la résolution 67/176 de l'Assemblée générale

A. Conseil des droits de l'homme

48. Au cours de la période considérée, le Conseil des droits de l'homme a poursuivi son examen de la question de la peine de mort. Comme suite à sa décision 22/117 de mars 2013, il a tenu une table ronde de haut niveau sur la question de la peine de mort durant sa vingt-cinquième session, dans l'optique de procéder à un échange de vues sur les progrès accomplis, les bonnes pratiques, et les défis rencontrés en matière d'abolition de la peine de mort et d'introduction d'un moratoire, mais également sur la réflexion menée et les initiatives prises en ce sens au niveau national. Les participants et représentants ont souligné qu'il incombait à la communauté internationale de faire en sorte que l'abolition universelle de la peine capitale devienne un jour réalité. Ils ont également signalé que les débats sur cette question devaient se poursuivre à l'échelle nationale et internationale, et que toutes les couches de la société, y compris les personnes condamnées à tort, devaient y être associées. Ils ont préconisé qu'une mise en commun des données d'expérience et des efforts déployés en sont arrivés à la conclusion qu'il était nécessaire de partager les expériences et répartir les efforts aux niveaux national, régional et international.

49. Le 25 juin 2014, le Conseil des droits de l'homme a adopté la résolution 26/2 sur la question de la peine capitale où il a : vivement déploré le fait que l'application de la peine de mort conduise à des violations des droits de l'homme des personnes passibles de cette peine et des autres personnes concernées, instamment demandé aux États qui n'avaient pas encore aboli la peine de mort de protéger les droits des personnes passibles de cette peine, décidé d'organiser des réunions-débats biennales de haut niveau visant la poursuite d'échanges de vues sur la question de la peine de mort, dont la première se tiendra lors de la vingt-huitième session du Conseil et portera sur les efforts entrepris au niveau régional en vue d'abolir la peine de mort et les difficultés rencontrées à cet égard, et prié le Secrétaire général de consacrer le supplément annuel de 2015 à son rapport quinquennal sur la peine capitale aux conséquences de l'imposition et l'application de cette peine sur la jouissance des droits de l'homme par les personnes passibles de cette peine et les autres personnes concernées.

50. Les titulaires d'un mandat relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme ont continué de surveiller le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme afin de garantir la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort. Au cours de la période considérée, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et d'autres titulaires de mandat ont exhorté plusieurs États, dont le Bélarus, l'Égypte, l'Iran, l'Iraq, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la République populaire démocratique de Corée, à respecter rigoureusement les garanties d'une procédure régulière et d'un procès équitable dans les affaires capitales (A/HRC/27/23, par.49).

B. Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

51. Dans le cadre de son mandat de protection et promotion du plein exercice de l'ensemble des droits de l'homme par chacun, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme n'a cessé de plaider et d'œuvrer en faveur de l'abolition de la peine de mort. L'un des axes stratégiques du plan directeur du Haut-Commissariat pour 2014-2017 vise à accroître le nombre d'États faisant le choix d'abolir la peine de mort ou, en attendant l'abolition universelle, amener un plus grand nombre d'États appliquant toujours la peine de mort à respecter les normes et règles internationales en matière de droits de l'homme. À cette fin, le Haut-Commissariat mène différentes interventions stratégiques, au nombre desquelles on citera la promotion de la ratification et de l'application du deuxième Protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la fourniture de conseils juridiques et pratiques aux États et aux autres parties prenantes concernant l'imposition de moratoires et la fourniture d'une aide aux États dans l'application effective des normes et règles internationales. Il organisera également une réunion de haut-niveau sur la direction à prendre pour abolir progressivement la peine de mort à l'occasion du rassemblement des chefs d'États de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale en septembre 2014.

52. Au cours de la période considérée, le Haut-Commissariat a, en collaboration avec l'Italie, le Chili, les Philippines, la Thaïlande et l'Union Européenne, organisé une série de discussions régionales et internationales sur la manière d'abolir progressivement la peine capitale. Ces discussions ont porté sur les erreurs judiciaires, la dissuasion et l'opinion publique, les pratiques discriminatoires dans l'application de la peine capitale, les pratiques exemplaires et les difficultés rencontrées dans l'application des moratoires, ainsi que sur l'abolition de la peine de mort en Asie du Sud-Est. Le Haut-Commissariat a également continué de surveiller la manière dont la peine de mort était appliquée, publiant des communiqués de presse ou envoyant des communications aux autorités compétentes de plusieurs États pour dénoncer toute imposition de la peine capitale contraire aux normes internationales garantissant la protection des personnes passibles de la peine de mort. Il a également poursuivi ses activités de plaidoyer auprès des États qui appliquent toujours la peine capitale, notamment pour les inciter à instaurer un moratoire dans les conditions prévues par la résolution 67/176 de l'Assemblée générale. En juin 2013, à l'occasion du cinquième Congrès mondial contre la peine de mort, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a demandé instamment à tous les États qui avaient repris les exécutions ou continué à appliquer la peine de mort de cesser immédiatement de se livrer à cette pratique rétrograde en matière de protection des droits de l'homme et d'instituer un moratoire (A/HRC/25/19, par. 34).

C. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

53. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a, en partenariat avec les États et d'autres parties prenantes, pris différentes mesures pour mettre fin aux condamnations à mort de mineurs. Le bureau de l'UNICEF au Yémen a plaidé en faveur d'une suspension immédiate de l'application de la peine de mort pour les crimes commis par des personnes de moins de 18 ans. Il a soumis au Bureau du Président du Yémen une liste de 52 détenus condamnés à mort pour des crimes

qu'ils avaient commis avant l'âge de 18 ans, demandant que leur exécution soit suspendue. Le Bureau du Président a ordonné aux autorités compétentes de suspendre les exécutions en question et demandé à la Cour suprême de mettre en place un comité chargé de réexaminer ces affaires et de formuler des recommandations. Le bureau de l'UNICEF a également concouru à la création d'un comité de criminalistique chargé de déterminer le plus précisément possible l'âge des détenus condamnés à mort en employant des techniques scientifiques de pointe.

54. Le code pénal révisé que la République islamique d'Iran a adopté en 2013, en particulier les dispositions qui interdisent l'application de la peine de mort aux enfants dans certaines circonstances, a créé un environnement plus propice au respect des normes de la justice pour mineurs. En partenariat avec les autorités judiciaires du pays, l'UNICEF a appuyé l'application desdites dispositions. Il a toutefois indiqué qu'il était encore trop tôt pour évaluer la mesure dans laquelle le code pénal révisé avait permis de réduire le nombre de condamnations à mort prononcées dans des affaires impliquant des mineurs. Il a recommandé à l'Iran de procéder à un réexamen des affaires dans lesquelles des enfants avaient été condamnés à mort avant d'adopter le nouveau code pénal. Au Soudan, l'UNICEF a appuyé le Conseil national de protection de l'enfance dans la réalisation d'une évaluation rapide visant à vérifier si ces condamnés à mort ou exécutés avaient bien moins de 18 ans.

D. Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants

55. Au cours de la période considérée, la Représentante spéciale chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants a continué de promouvoir à l'échelle mondiale la prévention et l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des enfants, y compris la peine de mort. Elle a notamment souligné qu'il était essentiel que les pays adoptent des lois interdisant la peine de mort et toute forme de violence contre les enfants. Dans le rapport conjoint sur la prévention de la violence contre les enfants dans le système de justice pour mineurs et les mesures pour y faire face, qu'ils ont soumis au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/21/25), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et la Représentante spéciale ont par ailleurs indiqué que l'abolition de la peine capitale revêtait un caractère crucial.

56. En septembre 2013, la Représentante spéciale a déclaré devant le Conseil des droits de l'homme que la condamnation à mort ou l'exécution d'un de ses parents compromettait l'exercice par l'enfant d'un large éventail de droits. À cet égard, elle a reconnu qu'il était primordial de veiller à ce que la situation des enfants dont les parents étaient passibles de la peine de mort soit prise en considération au plus vite, et à ce qu'ils bénéficient d'un environnement protecteur et d'une prise en charge adaptée, en leur fournissant des services et en prenant des mesures favorisant leur rétablissement et leur réinsertion (A/HRC/25/33, par. 8).

E. Commission internationale contre la peine de mort

57. Au cours de la période considérée, la Commission internationale contre la peine de mort a, avec l'appui d'un groupe d'États, mené un certain nombre

d'actions au titre de la résolution 67/176 de l'Assemblée générale pour renforcer la tendance mondiale à l'abolition de la peine de mort. Elle a publié un rapport intitulé « Comment les États abolissent la peine de mort », dans lequel elle analyse la manière dont la peine de mort a été abolie dans les 13 pays suivants : Afrique du Sud, Argentine, Cambodge, États-Unis (États du Connecticut et Nouveau-Mexique), France, Haïti, Kirghizistan, Mexique, Mongolie, Philippines, Rwanda, Sénégal et Turquie. Faisant fond sur les enseignements tirés de l'expérience de ces pays, elle y offre des conseils sur la manière d'abolir la peine de mort.

58. La Commission internationale contre la peine de mort et l'Union interparlementaire ont organisé conjointement une table ronde sur le thème « Les parlementaires, atout majeur dans la campagne pour l'abolition de la peine de mort ». La Commission a également entrepris des missions à la Barbade, aux États-Unis, en Jamaïque, au Liban, au Suriname, au Tadjikistan et à Trinité-et-Tobago, où elle a tenu des consultations avec les autorités publiques et les organisations de la société civile afin de faire progresser l'abolition de la peine de mort.

F. Action de l'Union européenne

59. L'Union européenne s'en remet à la diplomatie et à la coopération pour faire progresser l'abolition de la peine de mort. Les nouvelles orientations de l'Union européenne concernant la peine de mort adoptées en 2013, chargent les chefs de mission des États membres de l'Union de faire régulièrement rapport sur l'application de la peine de mort dans les pays tiers et d'actualiser périodiquement les stratégies de l'Union en matière de droits de l'homme qui concernent leur pays. Dans ces orientations, l'Union réaffirme sa vive opposition à la peine de mort et en prône l'abolition universelle. Elle y précise également les normes minimales que doivent respecter les États qui n'ont pas abrogé la peine de mort, précisant que celle-ci ne peut être prononcée que pour les « crimes les plus graves » et ne peut être infligée pour des « actes non violents ». L'Union européenne a par ailleurs ajouté les infractions économiques et politiques, ainsi que les délits liés aux stupéfiants¹⁹, à la liste des infractions pour lesquelles la peine de mort devrait être interdite.

60. En outre, l'Union européenne a systématiquement soulevé la question de la peine de mort lors des nombreux dialogues et consultations sur les droits de l'homme qu'elle a menés avec des pays tiers, et continué d'exprimer son opposition à la peine de mort devant toutes les instances compétentes, que ce soit l'ONU, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ou le Conseil de l'Europe. À l'aide de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme, elle appuie par ailleurs l'action des organisations abolitionnistes dans les États où la peine de mort est encore appliquée.

G. Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

61. En juillet 2014, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a, en coopération avec les autorités du pays, organisé au Bénin la Conférence

¹⁹ Voir <http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=FR&f=ST%208416%202013%20INIT>.

continentale sur la peine de mort en Afrique, à laquelle ont participé de hauts représentants de plusieurs États Membres de l'Union africaine, des parlementaires, et des représentants des institutions nationales de défense des droits de l'homme et d'organisations de la société civile. Le Bénin a proposé la création d'un observatoire africain sur la peine de mort. Dans la déclaration adoptée à l'issue de la Conférence, les participants ont invité tous les États membres de l'Union africaine à notamment adopter le projet de protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, qui prévoit l'abolition de la peine de mort dans la région, et souligné le rôle majeur des institutions nationales de défense des droits de l'homme dans l'abolition de la peine de mort, les exhortant à suivre les affaires capitales et les exécutions, à rassembler des informations à leur sujet et à en rendre compte à la Commission africaine sur les droits de l'homme et des peuples.

H. Peine de mort et politique étrangère

62. Dans les documents reçus aux fins de l'établissement du présent rapport, plusieurs États ont indiqué que l'abolition universelle de la peine capitale était un objectif prioritaire en matière de politique étrangère. L'Argentine, la Bosnie-Herzégovine, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, Israël, le Liechtenstein, la Lituanie, le Mexique, le Portugal, Saint-Marin, la Suisse et le Royaume-Uni ont rendu compte de l'action qu'ils menaient au sein de différentes instances intergouvernementales. Certains ont également mis en avant la contribution et le rôle crucial de la communauté internationale dans l'abolition universelle de la peine de mort. Avec le concours de la France, de l'Espagne, de la Norvège et de la Suisse, le cinquième Congrès mondial contre la peine de mort s'est tenu en juin 2013. Dans la déclaration finale adoptée à l'issue du congrès, il a été demandé aux organisations intergouvernementales et internationales d'accroître leur coopération avec les États et la société civile afin de promouvoir l'abolition universelle de la peine de mort²⁰.

VII. Conclusion et recommandations

63. L'abolition universelle de la peine de mort a considérablement progressé depuis l'adoption de la résolution 67/176 de l'Assemblée générale. À ce jour, environ 160 États sur les 193 que compte l'ONU ont, en fait ou en droit, aboli la peine de mort ou instauré un moratoire. Les États ne devraient pas se contenter de simplement faire cesser les exécutions, mais avoir pour objectif de suspendre les peines capitales pour tous ceux qui pourraient être condamnés à mort ou qui l'ont été. Les procureurs ne devraient plus requérir la peine de mort, et les juges ne devraient plus l'infliger. Dans cette perspective, les plus hautes instances judiciaires devraient envisager de publier des directives judiciaires ou des directives concernant les peines, selon qu'il conviendra. Toutes ces initiatives devraient tendre vers l'abolition complète de la peine de mort.

64. L'octroi de grâces et de commutations de peine reste un aspect essentiel du processus d'abolition de la peine de mort. Aux termes du paragraphe 4 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, tout condamné à mort devrait avoir le droit de solliciter la grâce ou la commutation

²⁰ Voir www.fiacat.org/declaration-finale-du-5e-congres-mondial-contre-la-peine-de-mort.

de la peine. Les chefs d'État et de gouvernement et les autres autorités de l'État compétentes devraient exercer les pouvoirs que leur confère la loi ou la constitution afin de gracier les condamnés à mort ou d'en commuer les peines.

65. Les États qui ont aboli la peine de mort ne devraient pas la réintroduire. À cet égard, il est primordial que les États qui n'ont pas encore adhéré au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ou qui ne l'ont pas ratifié, le fassent. La ratification du Protocole facultatif revêt une grande importance à l'échelle mondiale, car elle permet à l'exercice d'une supervision internationale indépendante garantissant que les États parties tiennent leur engagement en faveur de l'abolition de la peine capitale. En outre, cette ratification permet aux États de faire sanctionner leur position abolitionniste par le droit international, et faire ainsi progresser l'abolition universelle de la peine de mort.

66. Les États qui continuent d'appliquer la peine de mort devraient se conformer aux normes internationales en matière de droits de l'homme énoncées à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En particulier, les États où la peine de mort est encore en vigueur ne devraient l'infliger que pour les homicides volontaires, sans pour autant qu'elle soit obligatoire dans ces cas. La peine de mort ne devrait pas être appliquée pour « infraction à la législation sur les stupéfiants », « relations sexuelles consenties ou non consenties entre personnes adultes », « adultère », « sodomie », « blasphème » ou tout autre acte n'entrant pas dans la catégorie des « crimes les plus graves ». Les États devraient prendre toutes les mesures nécessaires pour suspendre immédiatement l'application de la peine de mort pour les crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans et pour mettre leur législation en conformité avec l'article 37 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

67. Les États devraient également respecter les garanties d'un procès équitable dans les affaires de condamnation à mort. Les procès collectifs, entachés d'irrégularités et de manquements aux règles, compromettent le respect des normes internationales en matière de droits de l'homme relatives au droit à un procès équitable et autres garanties. En outre, les États non abolitionnistes devraient appliquer la peine de mort de manière à causer le moins de souffrances physiques ou mentales possibles.

68. Les États ayant reçu une demande d'extradition concernant une personne qui encourt la peine de mort devraient explicitement se réserver le droit de refuser l'extradition s'ils ne reçoivent pas des autorités compétentes de l'État demandeur des assurances concrètes et crédibles que la peine capitale ne sera pas appliquée. Si une telle demande lui est adressée, l'État demandeur devrait fournir ces assurances et les respecter.

69. Il est important que les États Membres fournissent des chiffres précis et actualisés sur l'application de la peine de mort. Des États se refusent encore à donner des précisions sur les personnes exécutées et le nombre d'exécutions, certains allant même jusqu'à classer secret d'État les données relatives à la peine de mort. Les États devraient s'abstenir de procéder à des exécutions dans le secret et prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'accès aux informations relatives à la peine de mort, dont l'envoi d'un préavis aux familles concernant la date de l'exécution.

70. La communauté internationale devrait s'appliquer à parvenir à l'abolition universelle de la peine de mort. En particulier, les services du Secrétariat, les organes de l'ONU et les organismes des Nations Unies, les organisations régionales de défense des droits de l'homme, les organismes intergouvernementaux et les organisations non gouvernementales devraient continuer à renforcer l'appui qu'ils fournissent aux États à cet effet.
